



École Sacré-Coeur

PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE :
POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

2025-2026

Québec 

Table des matières

PRÉAMBULE	5
INTRODUCTION.....	6
Conflit, violence ou intimidation ?	7
INFORMATION GÉNÉRALE.....	8
CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT	8
INFORMATIONS SUR LE COMITÉ	9
ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)	10
ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1).....	12
ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)	12
Violence à caractère sexuel	13
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	14
MESURES DE PRÉVENTION.....	15
Violence à caractère sexuel	16
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	17
COLLABORATION AVEC LES PARENTS.....	18
Violence à caractère sexuel	19
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	20
MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE	20
Modalités retenues pour formuler une plainte	21
Violence à caractère sexuel	21
Autres modalités	22
Stratégies de diffusion de ces modalités.....	22
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	23
Stratégies de diffusion de ces modalités.....	23
CONFIDENTIALITÉ	24
Violence à caractère sexuel	24
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur	

et à l'origine ethnique ou nationale	25
ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE	26
Violence à caractère sexuel	28
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	29
MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT	30
Violence à caractère sexuel	32
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	34
SANCTIONS DISCIPLINAIRES	35
Violence à caractère sexuel	36
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	36
SUIVIS ET AUTRES ACTIONS	37
SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES	37
Violence à caractère sexuel	38
Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	39
AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL.....	39
RESSOURCES.....	40
AUTRE INFORMATION IMPORTANTE.....	41

PRÉAMBULE

L'élaboration du plan de lutte contre l'intimidation et la violence est une démarche qui fait partie d'un ensemble d'actions mises en place par l'établissement pour assurer un climat sain et sécuritaire. La prévention de la violence et de l'intimidation nécessite des actions en tout temps, qui passent notamment par une application constante et cohérente des règles de conduite et des mesures de sécurité adoptées par le conseil d'établissement.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique (LIP), ces règles de conduite doivent notamment prévoir:

Les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l'élève;

Les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l'intermédiaire de médias sociaux et lors de l'utilisation du transport scolaire;

Les sanctions disciplinaires applicables selon la gravité ou le caractère répétitif de l'acte répréhensible;

Ces règles de conduite doivent de plus être présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents des élèves au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).

Ces règles de conduite, souvent présentées dans le code de vie de l'établissement d'enseignement, visent à établir les meilleures conditions de réussite possibles et le bon fonctionnement de l'école. Elles établissent les manières attendues de se comporter au quotidien pour favoriser le vivre-ensemble (ex.: respect, civisme).

Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence vise quant à lui à mettre en place des moyens de prévenir la survenue de tout événement de violence ou d'intimidation, et à planifier les interventions à déployer lorsque survient malheureusement un tel événement.

Dans ce modèle de plan de lutte, le terme « instigateur » remplace le terme « auteur » plus largement utilisé, notamment dans les encadrements légaux. Le terme « instigateur » est ainsi utilisé dans le présent document sauf lorsque ceux-ci sont cités.

INTRODUCTION

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement¹ d'élaborer un plan de lutte dont l'objectif est de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit:

Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);

Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);

Le conseil d'établissement adopte, selon la forme prescrite par le ministre, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l'école;

Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);

Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);

Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1);

Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'établissement d'enseignement et au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 83.1).

Conflit, violence ou intimidation ?

Conflit	Violence	Intimidation
<p>Mésentente ou un désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime, même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Un conflit peut se régler soit par la négociation, soit par la médiation.</p>	<p>Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).</p>	<p>Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13).</p>

Violence à caractère sexuel

La Loi sur l'instruction publique ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant :

La notion de violence à caractère sexuel s'entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur [RLRQ, chapitre P-22.1]).

INFORMATION GÉNÉRALE

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom de l'établissement	Sacré-Coeur
Nom de la directrice ou du directeur	Gino Sauro
Type d'enseignement	Primaire et secondaire
Nombre d'élèves	335
Autres caractéristiques Se référer à votre projet éducatif	<p>L'école Sacré-Cœur compte trois bâtiments qui sont tous situés à proximité du noyau villageois. Au pavillon Ste-Bernadette, nous y retrouvons deux classes de préscolaire ainsi que les locaux du service de garde. Le pavillon Notre-Dame-de-Lourdes regroupe les trois cycles du primaire. Dans ces pavillons, les membres du personnel proviennent majoritairement de la municipalité de St-Donat. De façon générale, les membres du personnel connaissent les familles des jeunes et offrent une approche d'intervention personnalisée et communautaire.</p> <p>De façon plus spécifique, cette approche est inclusive où l'intégration d'élèves en difficulté langagière, de comportement ou d'apprentissage est appliquée. Ces élèves sont rarement dirigés vers des classes spécialisées ou à effectifs réduits.</p> <p>Au pavillon Sacré-Cœur, nous offrons à des élèves de 1^{re}, 2^e et 3^e secondaire un programme appelé Nature-Études. Il faut noter que seul ce programme est offert dans cet établissement. Les élèves désirants s'y inscrire doivent le faire en suivant la procédure établie par la CSSL. Un des principaux défis au pavillon Sacré-Cœur se situe au niveau du recrutement de nouveaux élèves en 1^{re} secondaire puisque tous les jeunes qui fréquentent cet établissement le font de façon volontaire sinon, ils sont dirigés vers les autres écoles secondaires.</p> <p>Aussi, puisque le seul critère de sélection au secondaire est la réussite du primaire, nous accueillons des élèves qui sont en majorité des garçons provenant de municipalités avoisinantes du territoire de la CSSL. Ces jeunes souhaitent :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - fréquenter une petite école secondaire; - bouger en plein-air et faire du sport; - vivre dans un environnement éducatif bienveillant où l'encadrement par l'adulte est très présent; - vivre au maximum les valeurs du programme Nature-Études; - favoriser le sentiment d'appartenance par des activités physiques ou des accomplissements sportifs; - maximiser les temps à l'extérieur de la classe où certains apprentissages se font via le programme Nature-Études.
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	Responsabilité, effort, respect
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte Se référer à l'objectif de l'enjeu 2 du PÉ	<p>Objectif #1 : Diminuer de 5 % les actes de violence majeures d'ici juin 2026, de manière globale, au sein de tous les élèves de l'école;</p> <p>Objectif #2 : Plus de 90 % des élèves, de la 1ère à la 6e année, connaissent au moins un moyen pour aider à dénoncer la violence ou l'intimidation d'ici juin 2026.</p>

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Nom du comité	Comité de veille
Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (LIP, art. 96.12)	<p>Nom : Porteur du dossier: Benoît Beauchemin</p> <p>Fonction : Psychoéducateur</p>
<p>Membres du comité (LIP, art. 96.12)</p> <p>Écrire les noms et la fonction des membres de votre comité.</p> <p><i>exemple: Direction, psychoéducateur, TES, SDG, représentations enseignantes, etc.</i></p>	<p>Membre 2025-2026</p> <p>Direction: Gino Sauro</p> <p>TES : Annie Lavoie et Huguette Tremblay</p> <p>Psychoéducateur: Benoît Beauchemin</p> <p>Enseignants: Alexandre Beaulieu et Maude Forget</p> <p>SDG : Valérie Coderre</p>

Mandats du comité	<p>Rédiger des documents en lien avec le plan de lutte contre l'intimidation et la violence qui répondent aux besoins du milieu notamment en ce qui concerne les exigences légales</p> <p>Communiquer l'information sur le plan de lutte à l'ensemble de l'équipe-école.</p> <p>Favoriser la mise en œuvre des mesures de prévention inscrites au plan de lutte.</p> <p>Rédiger des documents conformes aux exigences, adaptés aux réalités de l'école, dans le cadre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence.</p> <p>Diffuser efficacement le contenu du plan de lutte auprès de l'ensemble du personnel scolaire afin d'en assurer une compréhension commune.</p> <p>Soutenir et encourager la mise en place des mesures de prévention prévues dans le plan de lutte, en collaboration avec l'équipe-école et les partenaires du milieu.</p> <p>Veiller à l'application cohérente et continue des actions de prévention et d'intervention prévues au plan.</p>
<p>Fréquence des rencontres du comité</p> <p>Indiquer une fréquence réaliste (Minimum 5 fois par année)</p>	5 fois par année

ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)

Envers l'élève victime et ses parents	<p>Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit comprendre des dispositions portant sur la forme et la nature des engagements qui doivent être pris par le directeur de l'école envers l'élève qui est victime d'un acte d'intimidation ou de violence et envers ses parents.</p> <p>Ces engagements doivent porter sur la reconnaissance de la situation vécue, les mesures mises en place pour assurer la sécurité et le bien-être de l'élève, ainsi que le suivi assuré auprès de celui-ci.</p>
---------------------------------------	--

	<p>Le directeur s'engage également à maintenir une communication ouverte avec les parents, à les informer des actions prises et à les impliquer, au besoin, dans la démarche de soutien.</p>
<p>Après de l'élève instigateur et ses parents</p>	<p>Il doit prévoir les démarches qui doivent être entreprises par le directeur de l'école auprès de l'élève qui est l'auteur de l'acte et de ses parents et préciser la forme et la nature des engagements qu'ils doivent prendre en vue d'empêcher, le cas échéant, la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence.</p> <p>Ces engagements peuvent inclure la participation à des rencontres de suivi, la collaboration à un plan d'intervention individualisé, l'engagement à respecter les comportements attendus et la mise en œuvre de mesures de réparation ou de soutien adaptées.</p>

ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)

ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)

<p>Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies.</p> <p>Varié les moyens</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage parents - Sondage Maison - Sondage élèves - Sondage Maison et QESVR novembre 2025 - Sondage au personnel - Données au module SOI - Rencontre avec les intervenants
<p>Constats dégagés lors de l'analyse de la situation actuelle.</p> <p>Inscrire vos données recueillies.</p> <p><i>Exemple: type de violence (physique, verbale, psychologique), stigmatisation (poids), cyberintimidation, etc.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sondage auprès des parents : Administration d'un sondage « Maison » pour recueillir leur perception du climat scolaire. - Sondage auprès des élèves : Utilisation du sondage « Maison » et du questionnaire QESVR (Qualité de l'environnement scolaire vue par les jeunes). - Sondage auprès du personnel : Recueil des perceptions à l'aide du sondage « Maison » et du QESVR. - Analyse des données comportementales : - Compilation des comportements consignés dans le module SOI de l'école. - Rencontres d'analyse : Rencontre avec les intervenants de l'école pour analyser les données recueillies. - Identifier les besoins, ajuster les interventions et planifier les actions pour améliorer le climat scolaire.
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation.</p> <p>Se référer à vos actions de votre PMO</p>	<p>S'assurer d'une compréhension et application commune des encadrements de l'école;</p> <p>Consolider notre soutien aux comportements</p>

	<p>positifs;</p> <p>Mettre en œuvre un plan de surveillance efficace et vivant pour l'école.</p>
--	--

Violence à caractère sexuel

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu.</p> <p>Inscrire vos données recueillies</p> <p><i>Exemple: identité de genre, orientation sexuelle, expression de genre, etc.</i></p>	<p>La prise en compte des actes de violence à caractère sexuel s'impose désormais dans le suivi du climat scolaire et la reddition de comptes.</p> <p>Actuellement, le module SOI ne permet pas un repérage précis ni un forage spécifique des situations à caractère sexuel.</p> <p>Cette limite technique nuit à l'analyse fine de ces types d'incidents et à la capacité d'en faire le suivi longitudinal.</p> <p>Malgré cela, une observation rétrospective des trois dernières années révèle très peu d'interventions en lien avec des actes de cette nature.</p> <p>Il est à noter qu'il est possible que certaines situations aient été consignées sous une autre catégorie, faute d'option dédiée.</p> <p>Une mise à jour de l'outil de consignation est envisagée afin de mieux suivre cette réalité.</p> <p>Le personnel sera sensibilisé à l'identification, à la consignation adéquate et à l'intervention rapide en cas de dévoilement.</p>
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu.</p>	<p>Développer un moyen de consignation des informations en lien avec les VACS;</p> <p>Cueillette systématique de données;</p> <p>Commentaire (facultatif) :</p> <p>Mise en place d'un outil structuré pour consigner les situations liées aux VACS.</p> <p>Consignation des informations : nature, date, personnes impliquées, interventions, suivi.</p> <p>Moyens de cueillette de données : sondages anonymes auprès du personnel et des élèves.</p> <p>Analyse des données du module SOI</p> <p>Bilans d'interventions lors des rencontres</p>

	<p>professionnelles.</p> <p>Objectifs : évaluer les impacts des actions, adapter les mesures de prévention, renforcer la formation continue.</p>
--	--

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Constats dégagés en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu.</p> <p>Inscrire vos données recueillies (si disponibles).</p> <p><i>Exemple: Racisme</i></p>	<p>Perception du personnel – Sondage</p> <p>Un sondage interne a été mené auprès du personnel de l'école sur les sujets sensibles abordés avec les élèves.</p> <p>Les résultats révèlent que les thèmes jugés les plus délicats à aborder sont :</p> <p>La couleur de la peau et l'ethnicité</p> <p>L'identité de genre</p> <p>Ces sujets sont perçus comme particulièrement sensibles en raison de leur charge émotionnelle, de leur complexité sociale et du contexte personnel des élèves.</p>
<p>Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu.</p>	<p>Moyens de cueillette de données;</p> <p>Mise en place d'un outil structuré pour consigner les situations liées aux VACS.</p> <p>Consignation des informations : nature, date, personnes impliquées, interventions, suivi.</p> <p>Moyens de cueillette de données : sondages anonymes auprès du personnel et des élèves.</p> <p>Analyse des données du module SOI</p> <p>Bilans d'interventions lors des rencontres professionnelles.</p> <p>Objectifs : évaluer les impacts des actions, adapter les mesures de prévention, renforcer la formation continue.</p>

MESURES DE PRÉVENTION

Mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)

Mesures de prévention visant à prévenir et à contrer toute forme d'intimidation ou de violence à l'école

Exemple : Formations du personnel, formation CPI, activités de civisme, ateliers offerts par les partenaires externes, activités parascolaires: SCP – Hors-pistes, semaines thématiques, plan de surveillance active, règles de conduite, partenaires externes : Tangage, outils pour le personnel, ateliers des compétences socio-émotionnelles.

Mise en place du Programme de Soutien au Comportement Positif : matrice comportementale, affichage des comportements attendus dans les différentes aires de vie, plans de leçon et enseignement explicite des comportements, système de renforcement positif, et Comité SCP.

Organisation d'activités ludiques pendant les semaines thématiques pour promouvoir un climat positif.

Formation continue du personnel scolaire sur la gestion de la violence et de l'intimidation.

Ateliers de prévention en classe ou en petits groupes (habiletés socio-émotionnelles, résolution de conflits, violence et intimidation).

Mise à jour régulière du plan de surveillance de la cour d'école.

Affichage dans toutes les classes des comportements attendus et des valeurs de l'école.

Rappels lors des rassemblements et des défis mensuels.

Ateliers de sensibilisation pour promouvoir un environnement sans violence.

Information aux élèves sur les moyens de dénoncer et sur les actions à entreprendre en cas de victime d'intimidation.

Formation du personnel pour reconnaître la violence psychologique et verbale, souvent non-visible.

Violence à caractère sexuel

Mesures de prévention mises en place en lien avec la violence à caractère sexuel

Exemple : Cours d'éducation sexuelle, comité LGBTQ+, partenaires externes : Élan-Jade-Escouade, formation du personnel, infirmière scolaire, escouade pour l'enfance, activités de civisme

Faire connaître aux membres du personnel, les règles de conduite, les mesures de sécurité, le code de vie ou autre éléments pertinents, lors de la première rencontre d'équipe-école.

S'assurer que les outils de déclaration d'un événement sont connus des élèves, du personnel, des parents, des transporteurs scolaires, des partenaires et autres acteurs concernés.

Réaliser l'activité de formation sur le civisme et, au même moment, présenter aux élèves, les règles de conduite et mesures de sécurité.

Favoriser la participation des élèves quant à la réalisation d'activités.

Faire connaître aux parents les informations relatives aux règles de conduite et mesures de sécurité ainsi qu'au plan de lutte.

Réaliser les activités de formation dédiées au personnel, aux élèves et aux parents.

Transmettre les informations du rapport sommaire au directeur général selon les modalités déterminées.

Organisation d'ateliers de prévention en classe ou en petits groupes.

Visites de la sexologue et de l'infirmière scolaire pour aborder les sujets liés aux gestes à caractère sexuel.

Planification annuelle de l'éducation à la sexualité ou CCQ.

Affichage des comportements attendus et des valeurs de l'école dans toutes les classes.

Rappels lors des rassemblements et des défis mensuels.

	<p>Lors de la première rencontre d'équipe-école, faire connaître aux membres du personnel les règles de conduite, mesures de sécurité et le code de vie.</p> <p>Assurer que les outils de déclaration d'événements sont bien connus des élèves, du personnel, des parents, des transporteurs scolaires, des partenaires et autres acteurs concernés.</p> <p>Organiser une activité de formation sur le civisme et présenter les règles de conduite et mesures de sécurité aux élèves.</p> <p>Encourager la participation des élèves aux activités proposées.</p> <p>Informers les parents sur les règles de conduite, mesures de sécurité et le plan de lutte.</p> <p>Réaliser des formations dédiées au personnel, aux élèves et aux parents.</p> <p>Transmettre les informations du rapport sommaire au directeur général selon les modalités établies.</p>
--	---

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Mesures de prévention mises en place en lien avec l'intimidation ou la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus</p> <p><i>Exemple : Partenaires externes : Coffret – Sherpa, ateliers offerts aux élèves sur l'affirmation de soi et les réactions appropriées devant des comportements ou propos discriminatoires, formation du personnel, activités de civisme</i></p>	<p>Discussions en classe pour aborder les sujets sensibles et favoriser les échanges.</p> <p>Organisation d'ateliers en sous-groupes pour un apprentissage plus ciblé et interactif.</p> <p>Collaboration avec des partenaires externes, comme les ateliers TANGAGE, pour apporter une expertise supplémentaire et diversifiée.</p>
---	---

<p>Autre information concernant les mesures de promotion et de prévention actualisées visant à prévenir la violence et l'intimidation dans l'établissement d'enseignement.</p>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
--	---

<p>Exemple : Possibilité de capsules vidéo du Ministère de l'éducation</p>	
--	--

COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75, al. 3, par. 3°)

<p>Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration</p> <p>Se référer à votre ancien plan de lutte</p>	<p>Remise et présentation du plan de lutte lors de l'assemblée générale des parents.</p> <p>Résumé du plan de lutte disponible dans l'agenda scolaire pour une meilleure visibilité.</p> <p>Communication des réussites et bons comportements des élèves aux parents de manière positive.</p> <p>Information immédiate des parents concernés en cas de situation d'intimidation.</p> <p>Envoi régulier d'Infos-parents pour tenir les familles informées.</p> <p>Suivi mensuel au conseil d'établissement concernant les objectifs du plan de lutte.</p> <p>Suivi des données du baromètre comportemental et partage des résultats positifs (WOW).</p> <p>Inclusion des informations pertinentes dans l'agenda scolaire, notamment pour les rassemblements et les défis du mois.</p>
--	--

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information	Date
Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	Disponible sur le site du CSSL et / ou sur la page école (si existante) Assemblée annuelle des parents	30 septembre

Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	Conseil d'établissement	Mai 2026
Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	Agenda, site internet, documents remis aux parents	Septembre
Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21).	Affiche sur les murs et babillards des écoles	Septembre

Violence à caractère sexuel

<p>Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration.</p> <p><i>Exemple: Capsule dans l'info parents, lien pour conférence ou webinaire, séance d'informations, etc.</i></p>	<p>Inclusion d'une capsule informative dans l'info-parents.</p> <p>Partage de liens vers des conférences ou webinaires pertinents.</p> <p>Organisation de séances d'information pour les parents et le personnel.</p> <p>Autres moyens de communication adaptés, selon les besoins.</p>
---	---

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information
Un document informant de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 21).	<p>Affichage dans l'école, notamment au bureau du secrétariat ou à l'entrée principale (accessible aux parents).</p> <p>Mise à jour et partage des informations sur le site de la CSSL (page de l'école).</p>

<p>Un document présentant les coordonnées du protecteur régional de l'élève à qui la plainte doit être acheminée.</p> <p>Ce document, fourni par le protecteur national de l'élève, doit également expliquer qui peut formuler une plainte ainsi que les modalités d'exercice de ce droit (LPNE, art. 21).</p>	<p>Affichage dans l'école, à des endroits accessibles pour les parents, tels que le bureau du secrétariat ou l'entrée principale.</p> <p>Publication des informations sur le site web de la CSSL, spécifiquement sur la page de l'école.</p>
--	--

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration</p> <p><i>Exemple: Capsule dans l'info parents, lien pour conférence ou webinaire, séance d'informations, rencontre interculturelle, etc.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Capsule informative dans l'info-parents. - Lien vers des conférences ou webinaires. - Séances d'information organisées. - Rencontres interculturelles pour échanger. - Autres initiatives pertinentes.
---	--

Information à diffuser Se référer à vos mesures ci haut	Stratégies de diffusion de l'information Comment cette information est transmise	Date Au moment de la diffusion
Capsule et autres informations	Info-parents mensuel	4 fois/année

Autre information concernant la collaboration avec les parents	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
--	--

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.

<p>Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence à l'établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°) Modalités retenues pour effectuer un signalement</p> <p>N.B: Une personne par établissement Un seul moyen de communication</p>	<p>Se référer à : Annie Lavoie TES au primaire et Huguette Tremblay TES au secondaire.</p> <p>Moyen de communication : Téléphone postes 47000/47700.</p>
<p>Stratégies de diffusion de ces modalités</p> <p><i>exemple Dépliant, affiche, info-parents</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Info-parents. - Site web du CSSL. - Agenda scolaire. - Bureau du TES. - Autres canaux de communication pertinents.

Modalités retenues pour formuler une plainte

En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte:

Modalités retenues pour formuler une plainte Se référer au processus de plainte du CSSL	Stratégies de diffusion de ces modalités
Processus de plainte CSS des Laurentides.	https://csslaurentides.gouv.qc.ca/

En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence fait à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).

Violence à caractère sexuel

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.

- Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Il est aussi possible d'effectuer directement un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31):
 - À l'aide du formulaire en ligne: [Processus de plainte](#).
 - Par téléphone ou par texto: 1 833 420-5233.
 - Par courriel: plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca.

Autres modalités

Possibilité de faire appel à l'assistance juridique.
--

La personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu'ils l'aient ou non rapportée à l'établissement d'enseignement ou au protecteur régional de l'élève. Les signalements et les plaintes adressés à l'établissement d'enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse:

Coordonnées du DPJ	1-800-361-8665
Coordonnées du service de police	911

Stratégies de diffusion de ces modalités

Inscrire le ou les lieux où le document est affiché dans l'établissement d'enseignement	Bureau de la secrétaire et du TES
Adresse du site Web de l'établissement d'enseignement s'il y a lieu	https://csslaurentides.gouv.qc.ca/
Autre	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus</p>	<p>Prévoir l'aide de soutien linguistique, traducteur pour communiquer l'information aux parents.</p> <p>Afin de garantir une communication claire et inclusive avec tous les parents, il est essentiel de prévoir des services de soutien linguistique et l'aide de traducteurs lorsque nécessaire. Cela permettra de s'assurer que les informations liées à l'école, notamment en matière de sécurité, de plan de lutte contre l'intimidation et autres enjeux, soient comprises de manière optimale par tous les parents, indépendamment de leur langue d'origine. Ces mesures faciliteront également la participation active des parents dans la vie scolaire et renforceront l'engagement communautaire pour un environnement éducatif harmonieux et inclusif.</p>
---	---

Stratégies de diffusion de ces modalités

<p>Stratégies de diffusion de ces modalités</p>	<p>Les informations importantes concernant la vie scolaire doivent être régulièrement communiquées aux parents par divers canaux, tels que l'Info-parents, les assemblées générales et les rencontres de parents. Ces moyens permettent d'assurer que les parents sont bien informés des objectifs scolaires, des mesures en place, notamment le plan de lutte contre l'intimidation, ainsi que des événements à venir. Les rencontres de parents offrent également un espace pour échanger directement avec l'équipe-école, discuter des progrès des élèves et aborder toute préoccupation ou suggestion afin d'améliorer la collaboration entre l'école et la famille.</p>
---	--

<p>Autre information concernant les modalités de signalement ou de plainte</p>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
--	---

CONFIDENTIALITÉ

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°).

Mesures retenues pour assurer la confidentialité
Identifier un lieu confidentiel pour rencontrer les personnes impliquées; Sensibiliser le personnel pour assurer la confidentialité au niveau des communications; S'assurer que seules les personnes essentielles dans le dossier soient mises au courant; Lorsqu'un parent nous questionne s'en tenir à ce qui concerne son enfant.

Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève instigateur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

Violence à caractère sexuel

Mesures de confidentialité* à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel.	Identifier un lieu confidentiel pour rencontrer les personnes impliquées; Sensibiliser le personnel pour assurer la confidentialité au niveau des communications; S'assurer que seules les personnes essentielles dans le dossier soient mises au courant; Lorsqu'un parent nous questionne s'en tenir à ce qui concerne son enfant. Assurer la confidentialité en tout temps, en raison de la nature intime et sensible de la situation. Ne pas utiliser le talkie-walkie ou tout autre moyen de communication non sécurisé pour discuter de l'incident. Privilégier des rencontres en personne, dans un lieu fermé et discret. Limiter l'accès à la consignation de l'information (informatisée ou papier) aux seules personnes
--	--

	<p>concernées.</p> <p>S'assurer que les informations soient stockées de façon sécurisée (mot de passe, classeur verrouillé, etc.).</p> <p>Lors d'une divulgation d'abus sexuel, écouter l'élève avec bienveillance, sans poser de questions suggestives.</p> <p>Sécuriser la personne et lui expliquer clairement l'obligation de signalement à la DPJ.</p> <p>Cesser toute investigation si une plainte est portée à la police, afin de ne pas nuire à l'enquête.</p> <p>Maintenir le respect, la dignité et la sécurité de l'élève au cœur de chaque intervention.</p>
--	--

* Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse au DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler au DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41).

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

<p>Mesures de confidentialité à mettre en place lors d'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus</p>	<p>Identifier un lieu confidentiel pour rencontrer les personnes impliquées;</p> <p>Sensibiliser le personnel pour assurer la confidentialité au niveau des communications;</p> <p>S'assurer que seules les personnes essentielles dans le dossier soient mises au courant;</p> <p>Lorsqu'un parent nous questionne s'en tenir à ce qui concerne son enfant.</p> <p>Traiter toute situation de violence à caractère racial ou ethnique avec discrétion et sérieux.</p> <p>Éviter de mentionner les faits sur des moyens de communication non sécurisés (ex. : talkie-walkie).</p> <p>Rencontrer les élèves impliqués en privé, dans un lieu confidentiel et respectueux.</p> <p>Limiter l'accès aux informations consignées à un</p>
---	--

	<p>nombre restreint de personnes directement impliquées dans le suivi.</p> <p>Documenter les faits de manière objective, sans reprendre de propos discriminatoires dans les dossiers.</p> <p>Offrir un soutien culturellement sensible à la personne ciblée, en collaboration avec les ressources disponibles.</p> <p>Informer l'élève victime de ses droits et des démarches possibles (plainte, accompagnement, soutien psychologique).</p> <p>Si une plainte formelle est déposée (ex. : commission des droits, police), cesser toute enquête interne.</p> <p>Maintenir une posture d'écoute, de respect et d'empathie tout au long du processus.</p>
--	--

Autre information concernant la confidentialité	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
--	--

ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°).

Actions qu'un élève témoin ou confident doit entreprendre	Actions que le membre du personnel témoin direct ou confident doit entreprendre (1er intervenant)	Actions que la personne responsable du suivi doit entreprendre (2e intervenant)
---	---	---

<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p>	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p>	<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <p>Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général, le cas échéant (LIP, art. 96.12).</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Agir pour faire cesser la situation en mentionnant : Arrête - En allant chercher de l'aide d'un autre élève ou d'un adulte. - Prendre soin de soi-même en demandant l'aide d'un membre du personnel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre fin au comportement inadéquat en s'appuyant sur le code de vie de l'école. - Nommer le type de violence observé et orienter le comportement attendu en lien avec le code de vie. - Vérifier sommairement l'état de la victime et orienter la personne vers le 2e intervenant. - Consigner et transmettre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluer et analyser la situation et la gravité. - Recueillir l'information. - Assurer la sécurité de la victime. - Rencontrer la victime, les auteurs et les témoins. - Informer les parents de la situation et les associer à la recherche de solution. - Identifier les mesures de soutien ou d'encadrement à mettre en place. - Assurer le suivi des interventions. - Consigner la situation.

Direction de l'établissement :

Le directeur de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12).

Nom et coordonnées : Sylvie Comptois 819 326-0333 poste 20110

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce

soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

Violence à caractère sexuel

Actions à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté.

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2e intervenant)
<p>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</p> <p>Agir pour faire cesser la situation : en mentionnant Arrête</p> <p>En allant chercher de l'aide d'un autre élève ou d'un adulte;</p> <p>Prendre soin de soi-même en demandant l'aide d'un membre du personnel;</p> <p>Ne pas partager les confidences avec des élèves, mais plutôt en parler à un adulte.</p>	<p>Adopter une attitude rassurante et d'ouverture;</p> <p>Ne pas promettre à l'élève de garder le dévoilement secret (assurer sa sécurité).</p> <p>Rester calme et bienveillant (ton de voix et langage non verbal);</p> <p>Éviter de culpabiliser ou de moraliser, par exemple : « Tu dois être fier de toi. » ou « Ce n'est pas beau de faire ça. »;</p> <p> limiter l'intervention auprès de l'élève ou des élèves concernés pour assurer la confidentialité et éviter la stigmatisation;</p> <p>Intervenir sur le comportement et non sur la personne</p> <p>VÉRIFIER l'état des autres élèves impliqués ou des témoins et ÉVALUER si l'intervention doit être faite avec tous les élèves ou en privé avec chacun d'eux selon la situation. (Demander du soutien d'un autre adulte).</p> <p>DONNER une consigne claire</p>	<p>Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève.</p> <p>Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12).</p> <p>RENCONTRER individuellement l'élève (ou les élèves).</p> <p>IDENTIFIER le comportement</p> <p>DÉTERMINER la nature du geste (comportement sexualisé sain/naturel ou préoccupant/problématique, violence sexuelle (abus sexuel)) et se référer aux protocoles appropriés.</p> <p>QUESTIONNER l'élève (par des questions ouvertes et non suggestives) en lien avec la situation pour comprendre son besoin.</p> <p>ÉVALUER LE NIVEAU DE RISQUE DE L'ÉLÈVE :</p> <p>Faire un signalement à la DPJ</p>

	<p>et précise à l'élève pour faire cesser un comportement, sécuriser ou réaliser un apprentissage. S'appuyer sur les valeurs de l'école et sur son code de vie (ex: le respect, l'intimité et la réciprocité). Utiliser certains des messages clés en éducation à la sexualité (ex: sur le consentement, le respect des limites personnelles et de l'intimité).</p> <p>SIGNALER la situation à un deuxième intervenant afin qu'un suivi soit effectué.</p> <p>Consigner les informations.</p>	<p>Assurer la sécurité de l'élève victime;</p> <p>Soutenir les personnes concernées;</p> <p>Informers les parents</p> <p>Aviser la direction de son établissement; Doit remplir le document au protecteur de l'élève.</p>
--	---	---

Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), tout membre du personnel scolaire a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la LPJ qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels.

De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d'abus sexuels et d'abus physiques (LPJ, art.39 et 39.1).

La confidentialité de l'identité des personnes qui font un signalement au DPJ est assurée (LPJ, art.44).

Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l'établissement d'enseignement doit informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques.

Lorsque l'élève est âgé de moins de 14ans, elle en informe également ses parents et, lorsque l'élève est âgé de 14 ans ou plus, elle peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art.96.12).

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus est constaté.

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2e intervenant)
	<i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i>	<i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i>
<p>Agir pour faire cesser la situation : en mentionnant Arrête</p> <p>En allant chercher de l'aide d'un autre élève ou d'un adulte;</p> <p>Prendre soin de soi-même en demandant l'aide d'un membre du personnel.</p>	<p>Intervenir systématiquement face à des propos ou à des gestes discriminatoires en sensibilisant l'ensemble des acteurs aux conséquences que peuvent avoir ces propos;</p> <p>Veiller à une application cohérente et équitable des règles de conduite et du code de vie de l'école;</p> <p>Privilégier la rencontre individuelle, ouvrir un dialogue.</p>	<p>Une analyse de la situation est essentielle. Celle-ci devrait notamment différencier le geste posé par l'élève de toute référence à l'aspect historique de quelconque forme de discrimination.</p> <p>Vérifier auprès de l'élève investigateur ce qu'il y a derrière ses mots ou ses gestes peut donner accès à ses idées préconçues, à ses préjugés.</p>

Autre information concernant les actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
--	--

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontrer l'élève et recueillir l'information ✓ Référer à la ressource appropriée (TES et psychoéducateur), selon la situation 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontrer l'élève pour clarifier les faits ✓ Référer à la ressource appropriée (TES et psychoéducateur), selon la situation 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontrer l'élève et recueillir l'information ✓ Référer à la ressource appropriée (TES et psychoéducateur), selon la situation

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aider l'élève à identifier les situations à risque et mettre en place des stratégies pour les éviter ✓ Évaluer les besoins d'accompagnement ✓ Établir un filet de sécurité ✓ Ne jamais laisser l'élève victime tenter de résoudre seul la situation avec l'élève intimidateur ✓ Assurer un suivi fréquent avec l'élève afin de l'informer de l'évolution de la démarche ✓ Protéger l'élève de toute nouvelle situation ✓ Offrir un lieu de répit, au besoin ✓ Informer l'équipe-école de la situation et s'assurer d'un filet de sécurité autour de l'élève ✓ Si dans le même circuit d'autobus, informer le service de transport de la situation ✓ Informer et mettre à contribution les parents ✓ Référer l'élève vers une ressource externe, s'il y a lieu. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Intervenir immédiatement en fonction de la gravité de la situation afin que cesse le comportement : stopper la violence en 5 étapes: <ol style="list-style-type: none"> 1. Arrêter le comportement observé 2. Nommer le type de violence observé et s'appuyer sur la position de l'école 3. Exiger un changement de comportement et nommer le comportement attendu 4. Vérifier la situation auprès de la victime et s'assurer de sa sécurité 5. Consigner les informations au profiteur ✓ Sensibiliser et conscientiser l'élève des conséquences de ses gestes, ses paroles et ses attitudes envers la victime ✓ Recadrer l'élève sur ce que représente un acte de violence ou d'intimidation ✓ Aider l'élève à reconnaître le rôle de chacune des personnes impliquées ✓ Informer l'élève sur les démarches à venir, les sanctions disciplinaires et les différents aspects légaux (civiles et criminels) ✓ Accompagner l'élève vers une démarche pour des gestes réparateurs et 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rencontrer l'élève pour clarifier les faits ✓ Évaluer les besoins d'accompagnement ✓ Aider l'élève à reconnaître le rôle de chacune des personnes impliquées ✓ Rencontrer l'élève pour permettre de discuter de la situation ✓ Conscientiser et valoriser l'élève à prendre position à l'égard de la situation afin de briser le silence ✓ Expliquer à l'élève que dénoncer des situations inacceptables est un geste social important. ✓ Privilégier les approches et les activités favorisant le développement de l'empathie. ✓ Offrir du soutien aux témoins qui peuvent aussi être affectés par la situation ✓ Maintenir avec l'élève une communication étroite ✓ Évaluer la possibilité d'offrir une présence sporadique en fonction des besoins identifiés si nécessaire.
--	--	--

	<p>reconnaissance des torts causés</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Intervenir en privilégiant les interventions éducatives en fonction des comportements attendus. Mise en place de moyens pour amener l'élève à développer des habiletés sociales plus adéquates ✓ Étudier le dossier, et selon la situation les sanctions suivantes peuvent s'appliquer: Mise en place d'un plan d'appui et/ou d'un plan d'intervention et/ou d'un protocole d'intervention personnalisé; au besoin les moyens suivants peuvent être utilisés : <ul style="list-style-type: none"> 1. Suspension de l'élève 2. Référence vers une ressource externe 3. Fermeture de dossier 4. Référence vers un autre établissement scolaire 5. Plainte policière 	
--	---	--

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

Violence à caractère sexuel

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte de violence à caractère sexuel.

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Intervenir rapidement pour mettre fin à la situation et sécuriser l'élève.</p> <p>Évaluer l'impact émotionnel, avec discrétion et, au besoin, l'aide d'un professionnel.</p> <p>Référer sans délai à la DPJ en cas de divulgation ou de soupçon d'abus sexuel.</p> <p>Ne pas enquêter à l'interne si une plainte est déposée à la police ou à la DPJ.</p> <p>Offrir un filet de sécurité personnalisé : soutien dans les transitions, moments non structurés, etc.</p> <p>Informer et impliquer les parents selon les règles de confidentialité et le cadre légal.</p> <p>Assurer un suivi adapté, en lien avec les professionnels internes ou externes.</p> <p>Favoriser la reprise du pouvoir personnel de l'élève : affirmation de soi, estime, relations positives.</p> <p>Offrir des rencontres individuelles de soutien;</p> <p>Au besoin, diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes (CA-VAC).</p>	<p>Évaluation de la situation : analyser les faits et l'impact sur la victime.</p> <p>Identifier les comportements à cesser : cibler les actions nuisibles.</p> <p>Enseignement des comportements attendus : clarifier les attentes en matière de comportement.</p> <p>Référence à l'interne ou à l'externe : orienter l'élève vers les ressources appropriées (intervenants internes, services externes).</p> <p>Impliquer les parents : organiser une rencontre avec la direction pour discuter des mesures.</p> <p>Rencontre avec un policier communautaire : si nécessaire, selon l'âge, la gravité et la récidive.</p> <p>Mise en place de mesures adaptatives : surveillance accrue dans les moments non structurés, transitions décalées, récréations supervisées.</p> <p>Suivi de la situation : évaluer régulièrement les progrès et ajuster les actions.</p> <p>Pistes d'intervention : sensibiliser à la gravité des actes, développer l'empathie et les habiletés sociales.</p> <p>Offrir des rencontres individuelles visant la reconnaissance des gestes posés;</p> <p>Offrir des ateliers par exemple sur la curiosité de l'exploration</p>	<p>Sensibilisation au type de témoins : différencier les témoins actifs et passifs.</p> <p>Retour sur les situations vécues : discuter des événements observés et des réactions possibles.</p> <p>Soutien sur les actions futures: expliquer le rôle crucial du témoin, les actions à prendre pour intervenir ou signaler.</p> <p>Suivi au besoin : offrir un accompagnement supplémentaire si nécessaire, pour traiter les impacts émotionnels et renforcer la compréhension du rôle du témoin.</p> <p>Évaluer les besoins individuels;</p> <p>Offrir des ateliers portant sur les relations saines et égalitaires;</p> <p>Offrir des activités de sensibilisation et d'éducation adressées à l'ensemble des élèves concernés lorsque la situation est connue d'un grand nombre d'élèves;</p> <p>Offrir du soutien psychologique ou émotionnel à la personne qui a reçu un dévoilement et qui en sent le besoin.</p>

	sexuelles saines, le consentement, les relations égalitaires; Diriger l'élève vers des organisations spécialisées externes (CAVAC).	
--	--	--

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus.

Pour l'élève victime	Pour l'élève instigateur	Pour les témoins
<p>Sonder l'effet de la perception de l'élève, notamment en utilisant une formulation pour vérifier son vécu, puis à situer la position de l'école quant à la discrimination.</p> <p>Intervenir rapidement pour mettre fin à la situation et sécuriser l'élève.</p> <p>Évaluer l'impact émotionnel, avec discrétion et, au besoin, l'aide d'un professionnel.</p> <p>Référer sans délai à la DPJ en cas de divulgation ou de soupçon d'abus sexuel.</p> <p>Ne pas enquêter à l'interne si une plainte est déposée à la police ou à la DPJ.</p> <p>Offrir un filet de sécurité personnalisé : soutien dans les transitions, moments non structurés, etc.</p> <p>Informers et impliquer les parents selon les règles de confidentialité et le cadre légal.</p> <p>Assurer un suivi adapté, en</p>	<p>Accompagnement de l'élève pour l'amener à comprendre qu'une blague reposant sur des stéréotypes raciaux constitue un geste raciste qui entraîne des conséquences négatives pour la personne visée;</p> <p>À partir des idées préconçues ou des préjugés, proposer un discours autre, une manière différente d'exprimer son point de vue en faisant abstraction des préjugés.</p> <p>Évaluation de la situation : analyser les faits et l'impact sur la victime.</p> <p>Identifier les comportements à cesser : cibler les actions nuisibles.</p> <p>Enseignement des comportements attendus : clarifier les attentes en matière de comportement.</p> <p>Référence à l'interne ou à l'externe : orienter l'élève</p>	<p>Sensibilisation au type de témoins : différencier les témoins actifs et passifs.</p> <p>Retour sur les situations vécues : discuter des événements observés et des réactions possibles.</p> <p>Soutien sur les actions futures : expliquer le rôle crucial du témoin, les actions à prendre pour intervenir ou signaler.</p> <p>Suivi au besoin : offrir un accompagnement supplémentaire si nécessaire, pour traiter les impacts émotionnels et renforcer la compréhension du rôle du témoin.</p>

<p>lien avec les professionnels internes ou externes.</p> <p>Favoriser la reprise du pouvoir personnel de l'élève : affirmation de soi, estime, relations positives.</p> <p>Encourager la demande d'aide et référer à des services spécialisés si nécessaire.</p>	<p>vers les ressources appropriées (intervenants internes, services externes).</p> <p>Impliquer les parents : organiser une rencontre avec la direction pour discuter des mesures.</p> <p>Rencontre avec un policier communautaire : si nécessaire, selon l'âge, la gravité et la récidive.</p> <p>Mise en place de mesures adaptatives : surveillance accrue dans les moments non structurés, transitions décalées, récréations supervisées.</p> <p>Suivi de la situation : évaluer régulièrement les progrès et ajuster les actions.</p> <p>Pistes d'intervention : sensibiliser à la gravité des actes, développer l'empathie et les habiletés sociales.</p>	
---	---	--

Autre information concernant les mesures de soutien et d'encadrement

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

Sanctions disciplinaires possibles, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Rappel et apprentissage du comportement attendu : clarifier les comportements appropriés à adopter en situation similaire.

Renforcement du comportement attendu : encourager et récompenser les efforts de l'élève pour maintenir un comportement positif.

Communication avec les parents : solliciter leur collaboration pour renforcer les attentes et les actions mises en place.

Appliquer des conséquences immédiates si le comportement persiste, selon la gravité.

Consignation des interventions : noter les actions prises dans le spi de suivi et en informer les parents.

Démarche de réparation accompagnée d'un intervenant : engager l'élève dans une réflexion sur ses actions et leurs conséquences, avec l'accompagnement d'un professionnel.

Réflexions écrites : demander à l'élève de rédiger une réflexion sur l'incident, ses actions et l'impact sur les autres.

Rencontre parents, intervenants et professionnels : organiser une réunion pour discuter des mesures à prendre et des objectifs à atteindre.

Autres mesures pertinentes : selon la gravité et la récurrence, appliquer des sanctions comme la suspension interne/externes, porter plainte ou signaler à la DPJ, plainte à la police, travaux communautaires.

Violence à caractère sexuel

Sanctions disciplinaires possibles, en cas de violence à caractère sexuel, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Si des procédures légales ont été menées et qu'un élève a été reconnu coupable d'une infraction criminelle, l'établissement d'enseignement pourrait avoir à appliquer les mesures judiciaires imposées à celui-ci.

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Sanctions disciplinaires possibles, en cas d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Rappel et apprentissage du comportement attendu : souligner l'importance du respect des différences culturelles et ethniques, et l'interdiction de toute forme de discrimination.

Renforcement du comportement attendu : encourager les comportements inclusifs et respectueux envers tous, indépendamment de l'origine ou de la couleur de peau.

Communication avec les parents : informer les parents de l'incident et solliciter leur collaboration pour renforcer les valeurs d'égalité et de respect à la maison.

Appliquer des conséquences si le comportement persiste, en fonction de la gravité de l'incident.

Consignation des interventions : noter les interventions dans le baromètre de suivi et informer les parents de chaque étape.

Démarche de réparation accompagnée d'un intervenant : aider l'élève à comprendre la portée de ses actes et leurs conséquences sur les autres, avec l'accompagnement d'un professionnel.

Réflexions écrites : demander à l'élève de rédiger une réflexion sur l'incident et ses implications sur les relations interpersonnelles.

Rencontre parents, intervenants et professionnels : organiser une rencontre pour discuter des mesures et des actions préventives à mettre en place.

Autres mesures pertinentes : selon la gravité de l'incident, appliquer des sanctions comme la suspension interne/externes, porter plainte ou signaler à la DPJ.

SUIVIS ET AUTRES ACTIONS

SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°).

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.

L'intervenant pivot assure un suivi auprès des élèves impliqués dans un cas de violence ou d'intimidation selon un modèle 2-1-1 : deux jours, une semaine et un mois après l'incident. Ce suivi concerne les victimes, l'auteur de l'intimidation et les témoins, afin d'évaluer l'impact de l'événement et de déterminer si des mesures supplémentaires sont nécessaires.

Consigner l'évènement;

S'assurer que la situation a pris fin;

Faire aux parents de la prise en charge de la situation

Informers les acteurs impliqués de l'évolution du dossier, dans le respect de la confidentialité;

Vérifier la satisfaction des acteurs concernés quant aux interventions réalisées;

S'assurer du respect des engagements de l'élève investigateur et de ses parents, le cas échéant;

Vérifier si les mesures de soutien et d'encadrement mises en place répondent bien aux besoins des acteurs concernés et faire les ajustements nécessaires, le cas échéant;

Informers les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

Violence à caractère sexuel

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

Consignation dans le SPI

Protecteur national de l'élève : [Protecteur national de l'élève](#)

Commentaire (facultatif) :

- La direction de l'établissement est responsable de consigner tous les actes de violence ou d'intimidation au SPI, concernant les élèves impliqués. Ces informations doivent ensuite être transmises au directeur général du Centre de services scolaire des Laurentides, ainsi qu'au gouvernement. Cette procédure permet de garantir un suivi adéquat, de maintenir une documentation précise des incidents et de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises pour garantir un environnement scolaire sécuritaire et respectueux.
- Réception d'une plainte : Le directeur de l'école prend connaissance d'une plainte liée à un acte d'intimidation ou de violence.
- Considérer l'intérêt des élèves impliqués : Évaluer les conséquences pour les élèves directement concernés par l'incident.
- Informer les parents : Contacter rapidement les parents des élèves impliqués pour les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence.
- Informer sur les droits : Expliquer aux parents leur droit de demander l'aide de la personne désignée par le Centre de services scolaire pour cette situation.

- Cas de violence sexuelle : Si l'incident est lié à un acte de violence sexuelle, informer la victime de la possibilité de contacter la Commission des services juridiques.
- Informer les parents en fonction de l'âge :
 - o Si l'élève a moins de 14 ans, informer systématiquement les parents.
 - o Si l'élève a 14 ans et plus, informer les parents seulement avec le consentement de l'élève

Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

Les termes utilisés dans le suivi auprès des parents peuvent avoir des référents différents pour certains groupes. L'utilisation de termes neutres et factuels (description du comportement) facilite le maintien du dialogue.

- L'intervenant pivot assure un suivi auprès des élèves impliqués dans un cas de violence ou d'intimidation selon un modèle 2-1-1 : deux jours, une semaine et un mois après l'incident. Ce suivi concerne les victimes, l'auteur de l'intimidation et les témoins, afin d'évaluer l'impact de l'événement et de déterminer si des mesures supplémentaires sont nécessaires.
- La direction de l'établissement est responsable de consigner tous les actes de violence ou d'intimidation concernant les élèves impliqués. Ces informations doivent ensuite être transmises au directeur général du Centre de services scolaire des Laurentides, ainsi qu'au gouvernement. Cette procédure permet de garantir un suivi adéquat, de maintenir une documentation précise des incidents et de veiller à ce que des mesures appropriées soient prises pour garantir un environnement scolaire sécuritaire et respectueux.

AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

En plus des éléments prévus plus haut, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

Formation en ligne diffusée par le ministère de l'Éducation sur la violence et l'intimidation.

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel

Signaler immédiatement au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) : Le signalement doit être fait sans délai, sans attendre que les parents prennent des mesures.

Une fois le signalement effectué, il est crucial de laisser les enquêteurs compétents prendre le relais.

Les membres du personnel doivent collaborer avec la direction et les professionnels internes pour gérer la situation de manière cohérente.

La direction de l'école a le pouvoir de prendre les décisions appropriées et peut être sollicitée par divers intervenants après un signalement ou un dévoilement.

Ces intervenants sont formés pour évaluer la situation, déterminer les actions nécessaires et assurer un suivi approprié.

Revoir la disposition ou l'aménagement des toilettes et vestiaires accessibles;

Créer un plan de surveillance stratégique en fonction des besoins du milieu;

Sécuriser les accès à certains endroits ou dans certains contextes.

RESSOURCES

RESSOURCES

Fondation Marie-Vincent – (514) 285-0505

Trêve pour Elles- Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel – (514) 251-0323

Mouvement contre le viol et l'inceste – (514) 278-9383

Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal – (514) 934-4504

AUTRE INFORMATION IMPORTANTE

* Date d'adoption du plan de lutte par le conseil d'établissement (LIP, art. 75.1)	22 octobre 2025
Numéro de résolution	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
* Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement (LIP, art. 83.1)	Mai 2026
* Date de révision annuelle du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	Mai 2026
Signature de la directrice ou du directeur	
Date	22 octobre 2025
Signature de la personne qui préside le conseil d'établissement	
Date	22 octobre 2025



Québec 